

LE MANIFESTE DES MERES SOCIALES

Emergence, autonomisation des femmes et panafricanisme : faux et vrais défis

« L'impérialisme, c'est cette volonté de domination qui fait qu'on ne croit valable d'autre civilisation que la sienne, d'autre régime politique et économique que le sien, c'est la mise en marche du processus de leur imposition à d'autres pays par la corruption, la subversion et la guerre. » (Modibo Keita-Bamako-17/03/1962)

« ...pour gagner un combat qui est commun à la femme et à l'homme, il importe de connaître tous les contours de la question féminine tant à l'échelle nationale qu'universelle et de comprendre comment, aujourd'hui, le combat de la femme, burkinabé rejoint le combat universel de toutes les femmes, et au-delà, le combat pour la réhabilitation totale de notre continent ». (Thomas Sankara)

LE TEMPS DES FEMMES ? POUR QUEL AVENIR ?

« *A quand l'Afrique ?* » est l'incontournable question de feu Joseph Ki Zerbo qui vient à l'esprit lorsqu'à bout de souffle le système capitaliste, qui puise dans nos richesses, de l'esclavage à ce jour, va toujours plus loin dans le mépris, l'humiliation et le racisme?

« A quand l'Afrique » devient obsédante comme question lorsque nous ajoutons nous-mêmes à nos malheurs en nous entredéchirant plutôt que de nommer le système et de démeriter ainsi « l'aide » des dominants.

« A quand l'Afrique » devient inquiétante à la lumière de la tragédie de la dette grecque qui n'a rien d'antique. L'abdication et l'humiliation du Premier ministre, Alexis Tsipras, démocratiquement élu mais contraint d'appliquer des politiques austéritaires et socialement explosives n'est que l'expression européenne la plus dramatique de l'étau qui nous broie depuis plus de trois décennies, hommes, femmes et enfants.

« L'Afrique est en marche » nous rassure malgré tout, le Président américain, Barack Obama lors de son séjour au Kenya (juillet 2015). Le premier afro-américain à la Maison blanche est reçu à l'Union Africaine (UA), à Addis-Abeba, par N'Kosazana Dlamini Zuma, la première femme à présider la Commission de l'organisation panafricaine qui a proclamé 2015 « Année de l'autonomisation des femmes et du développement en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique ».

Ce 31 juillet 2015, jour anniversaire de la déclaration de l'Organisation Panafricaine des Femmes (OPF) est l'occasion de nous interroger, nous femmes d'Afrique, sur la meilleure manière d'être fidèle aux idéaux de ceux et celles qui de toutes leurs forces ont lutté pour la décolonisation de notre continent et qui parfois l'ont payé de leur vie

Né le 4 juin 1915, le Président Modibo Keita dont le Mali commémore le centenaire cette année, incarne l'idéal de dignité qui veut qu'aujourd'hui les Africains redressent la tête et rappellent que nous n'avons pas failli mais que c'est le système capitaliste qui continue d'organiser et d'orchestrer le pillage des richesses de la planète avec des conséquences particulièrement graves pour notre continent. « *Notre lutte contre le colonialisme ne tire pas sa source dans la rancune, elle*

procède de la volonté de mettre un terme à l'humiliation, à l'esclavage moderne, elle a pour finalité la libération de l'homme. » C'est en cela qu'en plaidant pour un monde meilleur, nous nous voulons altermondialistes et panafricanistes à l'ancienne. Nous nous démarquons du féminisme et du panafricanisme à la sauce libérale qui ne conçoit l'émancipation des Africaines qu'en termes de compétition pour le pouvoir économique, financier et politique (*Business as usual*).

Nous rendons hommage à toutes nos aînées, Awa Keita, Jeanne Martin Cissé, Sira Diop, Jacqueline Ki Zerbo et toutes les autres qui ont, avant nous, pris la parole ou leur plume pour une Afrique libre et souveraine. Nous nous réclamons aussi de toutes les anonymes et les sans voix qui ont envie que le développement et la démocratie tiennent leurs promesses.

L'AUTONOMISATION : VRAIS ET FAUX DEFIS

« Oui », mille fois « Oui » à l'autonomisation des femmes mais dans la perspective de la seconde libération du Continent et non pour la maximisation des profits des entreprises transnationales ni l'enrichissement d'une minorité d'initié(e)s africain(e)s pendant que l'immense majorité perd pied, prend le large ou les armes (ou les deux).

De forum en forum, les femmes sont invitées ainsi que les jeunes à contribuer à l'émergence du continent dont l'attractivité des investisseurs étrangers est le principal moteur. On leur fait miroiter que grâce aux prouesses de la finance, des technologies et du commerce, nous accomplirons à l'horizon 2030 des progrès que d'autres régions du monde ont réalisés en deux siècles comme si la situation des vieux pays industrialisés était reluisante, comme si les accords commerciaux du genre UE/ACP, AGOA, les accords monétaires et autres nous avaient permis de faire face à nos besoins en termes d'emploi et de revenu. Où sont nos produits, nos entreprises et leurs carnets de commandes ?

L'organisation Panafricaines des Femmes (OPF) doit, assurément, reprendre du service pour avoir trop tôt baissé la garde à l'instar de l'OUA devenue l'Union Africaine (UA) et libérale.

A notre intention, nous femmes du Mali, la Présidente de la Commission de l'Union Africaine (UA), N'Kosazana Dlamini Zuma, a déclaré ce qui suit dans le contexte de l'occupation des régions de Kidal, Gao et Tombouctou par les combattants armés d'Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), d'Ansar Dine, du Mouvement pour l'unicité et le Djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) alliés au Mouvement Nationale de Libération de l'Azaouad (MNLA): « *Votre combat est le nôtre. Et si vous réussissez, les femmes d'Afrique réussiront avec vous* » (Afrique Renouveau. Décembre 2013). Beau et redoutable défi ! Comment mesure-t-on, une telle réussite ? A travers des lunettes d'emprunt ou en nous en forgeant nous-mêmes de nouvelles pour voir clair et loin, au-delà des violences domestiques, sexuelles, sexistes et de nos frontières.

Nous sommes un réseau de citoyennes sentinelles, porte-plume et porte-voix qui considère qu'une écriture féminine alternative de l'état des lieux au Mali et en Afrique s'impose. Sous une tonnelle végétale, dont l'ombre baigne les murs de terre et de pierres du Centre Amadou Hampaté Ba (CAHBA) à Missira, à Bamako, nous nous attelons à l'indispensable tâches de décroisement du local et du global, de déconstruction des thèses dominantes sur le développement, le partenariat au développement, le relations entre hommes et femmes, la paix et la sécurité, pour en enlever le vernis et les trompe-l'œil.

LES NOYE(E)S DE L'EMERGENCE AUX FORCEPS

L'immense majorité des Africains, femmes et hommes, pourtant, est à des années lumières de ce projet d'avenir et ne s'imagine même pas un avenir dans des pays où vivre est en soi une prouesse chaque jour renouvelée. Heurtées de plein fouet par les conséquences des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS), les femmes colmatent les brèches ouvertes dans le tissu social et économique. Elles constituent 75% de la main d'œuvre agricole qui n'a aucune chance d'émerger dans le cadre des politiques néolibérales. Les conditions de vie et de travail s'améliorent avec l'introduction d'équipements d'allègement des tâches domestiques. La pauvreté, la faim, la malnutrition, les maladies liées au manque d'eau potable et à l'insalubrité, l'analphabétisme, le VIH et le Sida, le paludisme, demeurent le lot de l'immense majorité. Les faits que

l'on enregistre, loin d'être des épiphénomènes traduisent le degré de la détresse humaine. Jugeons-en :

- des femmes, des adolescentes et des filles se transforment ou sont transformées en bombes humaines qui tuent au Nigéria, la première puissance économique régionale et au Cameroun, qui aspire à l'émergence !
- des femmes, parfois enceintes, des adolescentes et des fillettes figurent en grand nombre parmi les damnés de la mer qui arrivent ou n'arrivent pas aux portes de l'Europe forteresse. Du Sénégal qui vise l'émergence à l'horizon 2030, sont originaires deux cents des migrants qui ont péri le 18 avril 2015 au large de la Sicile. Deux cents autres sont du Mali, qui vient de signer l'Accord pour la paix et la réconciliation et aspire, lui aussi, émerger sans changer de paradigme de développement.
- des femmes, des adolescentes et des fillettes attendent, par centaines de milliers, en réfugiées ou déplacées, de pouvoir rentrer chez elles mais n'y arrivent pas parce que les armes ne se taisent pas ou pas tout à fait, alors que les conditions de vie sont intenable dans les camps où elles ne sont pas à l'abri de la faim, des maladies et des viols.
- en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone, le virus Ebola a mis davantage à nu la vacuité du discours ambiant sur la rapidité de la croissance économique et la perspective de l'émergence dans le cadre de l'économie mondialisée. Au Liberia où 75% de personnes tuées par le virus sont de sexe féminin.

Ainsi va l'Afrique vingt ans après la quatrième Conférence mondiale de Beijing, quinze ans après l'adoption de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur « Femmes, paix et sécurité ».

DE LA VIOLENCE DE L'IDEOLOGIE NEOLIBERALE

Nous nous devons de déconstruire ces thèses faussement universalistes, faussement généreuses qui rejettent les fruits de nos entrailles et font miroiter la perspective de notre autonomisation dans le cadre du système qui nous broie nous, femmes, hommes et enfants.

L'ancien Secrétaire général des Nations-Unies, Koffi Annan, qui s'oppose, comme son successeur, à l'option militaire dans la gestion du drame de l'émigration en Méditerranée déclarait ce qui suit, à Cancun en 2003, lors de la Conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC):

« On nous dit que le libre-échange offre à tous de nouvelles perspectives, non pas seulement à une poignée de nantis.

On nous dit qu'il ouvre la voie à une vie meilleure, et permettra d'éliminer la pauvreté et le désespoir.

Et l'on nous fait espérer que le cycle de négociations commerciales en cours permettra de tenir ces promesses.

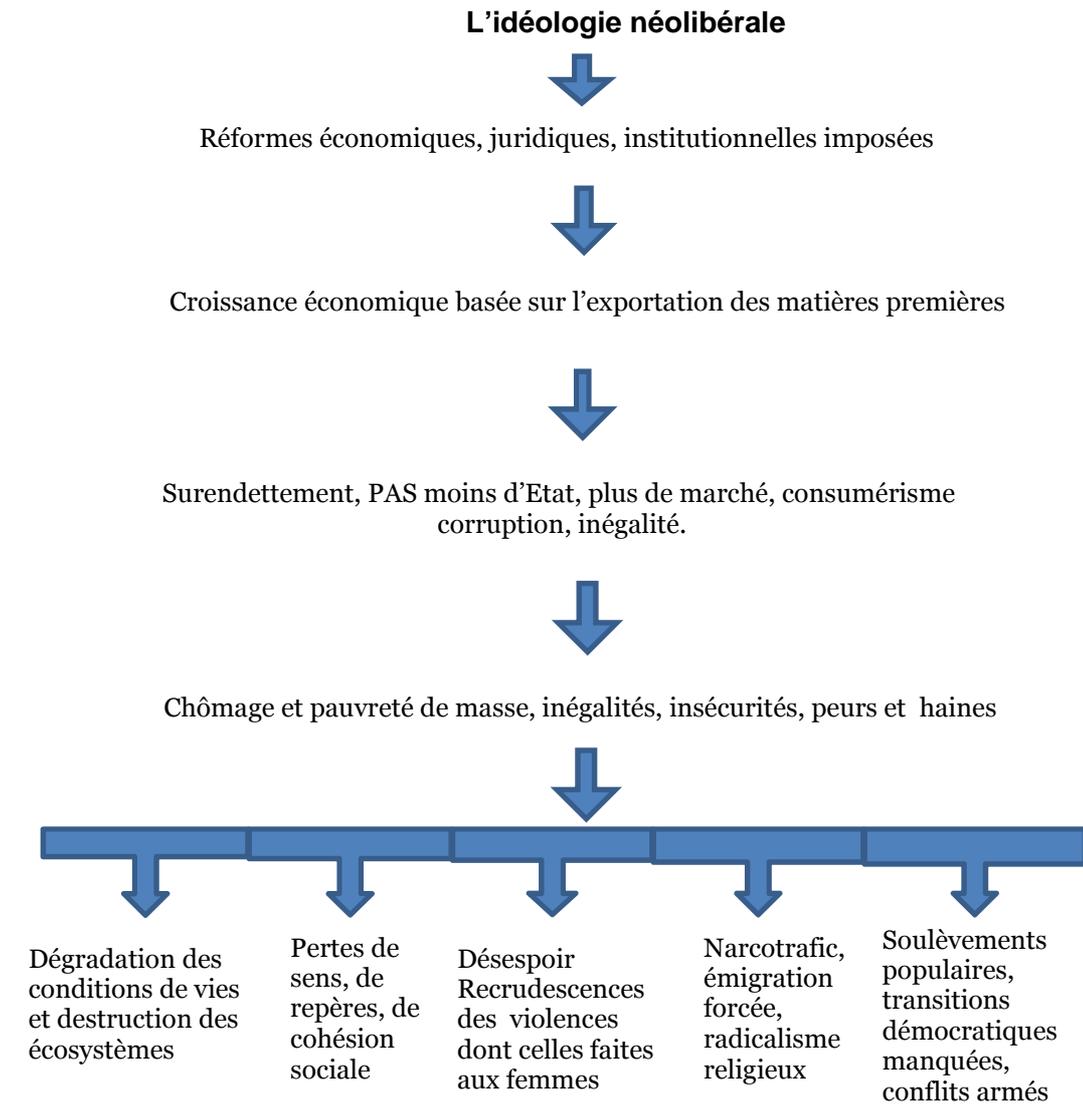
Malheureusement, la réalité du système commercial international actuel ne correspond pas aux discours.

Au lieu de marchés libres, les barrières, trop nombreuses, entravent les échanges, étouffent le commerce et causent la famine.

Au lieu d'une concurrence loyale, les subventions accordées par les pays riches, faussent le jeu au détriment des pauvres.

Et au lieu des règles mondiales négociées par tous, dans l'intérêt de tous, et respectées par tous, les décisions sont trop souvent prises à huis clos, les intérêts particuliers sont trop protégés, et les promesses, trop souvent non tenues.

Les problèmes sont souvent d'ordre technique et ne se prêtent généralement pas à des reportages spectaculaires à la télévision, comme les guerres ou les intempéries. Mais à n'en pas douter, les dommages sont graves et les victimes se comptent par milliards ».



La sous-traitance de la violence économique, institutionnelle, policière et militaire est confiée à des dirigeants démocratiquement élus, femmes ou hommes.

PARITE ? QUOTA ? : LA REPRESENTATION N'EST PAS UNE FIN EN SOI

La « communauté internationale » fait de la conquête des lieux de pouvoir (Présidence, Primature, Parlement, entreprises, banques, médias) sur le même pied d'égalité que les hommes, une question de droit, de justice et d'éthique.

Nous sommes une force incontournable de changement, parce que la moitié de la société (51,78% au Mali) et celle de l'électorat (50,96% des votants à l'élection présidentielle de 2013). « *Musow aw ka wati sera* » est le slogan qui se veut mobilisateur des Malien(ne)s dans le cadre des processus électoraux. A défaut de la parité hommes/femmes, l'accès à au moins 30% des postes nominatifs et électifs est l'objectif que le gouvernement s'est fixé. Le projet de loi y afférant a du mal à être voté.

La Présidente de la Commission de l'UA, NKosazana Dlamini Zuma invite les Chefs d'Etats et de gouvernements de l'organisation panafricaine à « redoubler d'effort « *pour augmenter la représentation des femmes au sein du gouvernement, dans le système judiciaire et d'autres institutions publiques et privées et leur participation aux tables de négociation de paix* ». La Banque Africaine de Développement (BAD) vient, quant à elle, de se doter d'un baromètre de l'égalité des sexes ! Que de faux défis !

Les femmes les plus influentes du continent font-elles **mieux** que les hommes ou exactement comme eux en s'alignant sur les injonctions des « donateurs » qui sont pour la plupart d'entre eux des créanciers ? Ont-elles les mains libres ?

La Présidente de la Commission de l'Union Africaine (UA) elle-même dont, le parcours politique en tant que Sud-Africaine lui permet de cerner parfaitement les rouages du système mondial, a-t-elle suffisamment de marges de manœuvre à la tête d'une organisation cruellement dépendante, à l'instar des Etats, de financements extérieurs.

L'un des trois pays de l'Afrique de l'Ouest endeuillés par le virus Ebola, le Libéria est dirigé par Ellen Johnson Sirleaf, la première femme élue au suffrage universel. Elle est également récipiendaire du prix Nobel de la Paix 2011 (avec Leymah Roberta Gbowee et la Yéménite Tawakkol Karman). Ce double privilège ne lui a pas garanti une empathie particulière de la part de la « communauté internationale ».

Plus que les pertes en vies humaines, c'est le fléchissement de la courbe de la croissance et l'impact de la maladie sur les affaires qui a alerté la « communauté internationale » lorsqu'elle s'est enfin décidée à se mobiliser. L'aide tardivement consentie, est insuffisante malgré la résolution du Conseil de sécurité qui fait de l'épidémie une menace pour

la paix et la sécurité internationales et parfois inadaptée. Chaque puissance occidentale a privilégié sa zone d'influence : la Grande Bretagne en Sierra Leone et la France en Guinée les Etats-Unis au Libéria.

La Présidente de la République Centrafricaine, Catherine Samba Panza, doit ramener la paix entre chrétiens et musulmans au pays de Barthelemy Bocanda dont les richesses (or, diamant, uranium et pétrole), seraient largement suffisantes pour nourrir tous les Centrafricain(e)s si elles n'étaient pas pillées dans le cadre d'un modèle de développement extraverti, corrompu et corrupteur mais présenté comme incontournable.

Le remplacement de Luis Moreno Ocampo par Fatou Ben Souda, une Africaine, au poste de Procureure n'a, quant à lui, rien d'innocent. Elle contribue à légitimer une Cour Pénale Internationale (CPI) qui excelle dans la chasse aux dirigeants africains en oubliant les crimes de guerre, en Libye, par exemple.

L'objectif n'est pas de développer l'Afrique dans le respect des Africains, femmes et hommes, mais de la maintenir juste la tête hors de l'eau. Le système capitaliste est de nature à arracher à chaque Africaine en même temps que ses enfants, son dernier pagne.

Ne nous trompons donc pas, femmes du Mali et d'Afrique de contexte ni de défis. Nous ne sommes qu'une variable d'ajustement économique, politique, sociale, culturelle et démographique.

Nous sommes celles dont la fécondité jugée inquiétante est incriminée. L'investissement, la croissance, l'emploi, la biodiversité, la démographie, la paix et la sécurité dépendraient en plus de la bonne gouvernance, de la croissance démographique. Si la croissance économique est de l'ordre de 4 à 5% et la croissance démographique de l'ordre de 2 à 3%, le chômage, la pauvreté, les conflits et l'émigration clandestine persisteront nous dit-on. Nous sommes appelées à contenir « la horde » des nouveaux barbares : migrants, islamistes, narcotrafiants et autres « menaces » devenues un enjeu majeur de politique intérieure que chaque formation politique en Europe promet de contrôler et même d'éradiquer. Mais qui a imposé à nos Etats à partir de la décennie 70, la privatisation de l'éducation, des soins de santé, le chômage dont celui des femmes alors que la scolarisation des

filles et l'emploi féminin sont les meilleurs gages de la maîtrise de la fécondité ? Inconséquente, la Banque mondiale va jusqu'à prendre elle-même la décision d'octroyer des prêts à nos Etats au nom du dividende démographique. Mais les technocrates qui incriminent notre fécondité sont aussi ceux-là qui considèrent qu'un marché pour être attractif a besoin du nombre.

VIOLENCE SYMBOLIQUE ET DEFI CULTUREL

Nous ne sommes ni passésistes ni dépassées mais vigilantes, déterminées à diagnostiquer nous-mêmes nos maux, à reconstruire notre confiance en nous-mêmes et notre estime de nous-mêmes mises à mal par l'hégémonie culturelle qui va de pair avec la domination économique, politique, médiatique et militaire.

L'idéologie dominante excelle dans l'art de cibler nos sociétés dans leurs aspects inégalitaires et discriminatoires pour mieux occulter sa propre violence. Nous sommes constamment renvoyées dos à dos à nos sociétés, nos cultures et nos institutions. Des faits que nous pouvons parfois changer de l'intérieur sont traités de manière à accabler pères, oncles, frères, cousins et maris en les présentant comme violents ou capables de le devenir.

L'une des grandes voix du féminisme occidental, Antoinette Fouque, souligne que « *l'Europe continue à jouer un rôle phare pour toutes les femmes parce qu'elle est le creuset où s'élabore et se réalise l'égalité des droits dans tous les domaines : justice, éducation, nutrition, culture...* », avant d'ajouter que, « *les Européennes qui, désormais, connaissent leurs nouveaux droits, se sentent spontanément solidaires de toutes celles qui, de la Birmanie à l'Algérie, du Bangladesh au Rwanda réclament d'être aidées dans leur lutte contre les intégrismes, l'excision ou la polygamie* ».

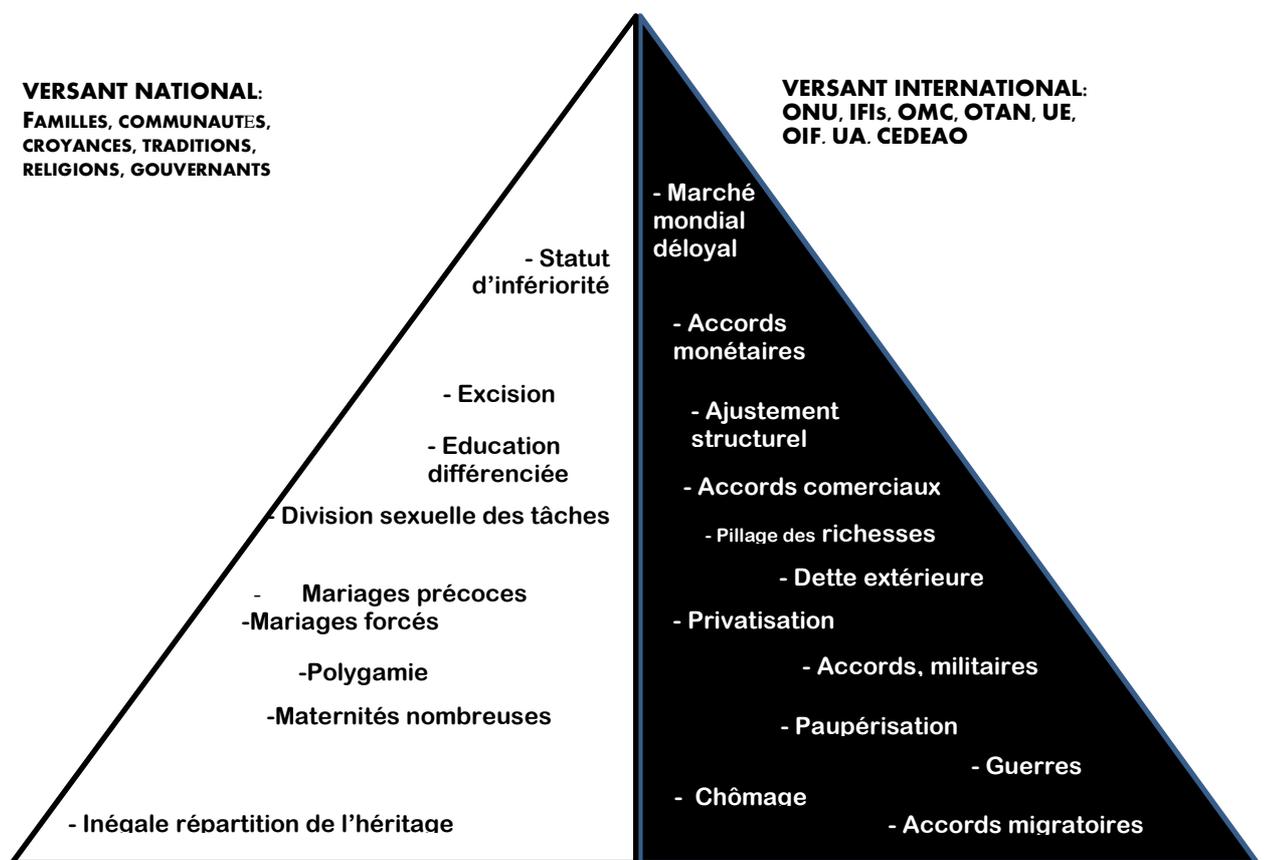
Non ! Nous ne sommes pas des portions de femmes voilées, surveillées, violées dont le salut viendra de l'extérieur.

Mariages précoces, taux élevé de fécondité, violences domestiques sexuelles et sexistes persistent et s'aggravent parce

que nous n'avons pas appris à diagnostiquer nous-mêmes nos maux ni à inventer les armes de notre combat. D'autres, souvent en toute bonne foi, ont pensé et décidé pour nous.

Visualisons ainsi cette approche binaire et essentialiste. Elle laisse dans l'ombre les réalités dont la connaissance peut faire de nous des citoyennes du monde qui peuvent parfaitement se passer de la CPI et autres machins dans la défense de nos droits.

L'information asymétrique appliquée à la question du genre



Si nos corps de femmes marqués par le couteau de l'exciseuse suscitent indignation et condamnation, nos vies et celles de nos enfants saccagées par le couperet de l'ajustement structurel et par les guerres de convoitises de nos richesses passent sous silence. Il n'y a pas de clinique juridique pour les victimes des réformes néolibérales.

Le Secrétaire général des Nations-Unies, Ban Ki Moon, plaide, à juste raison, pour l'abolition de la loi du silence à propos des violences domestiques, sexuelles et sexistes. Il est de la plus grande importance de l'étendre aux violences non liées au sexe mais qui tuent les femmes aussi sûrement, massivement, à petit feu ou dans des conditions souvent atroces.

Imprégnées du lien entre le local et le global, dans les langues nationales et, munies d'outils théoriques culturellement pertinents, nous nous battons mieux, hommes et femmes, contre les croyances et les pratiques préjudiciables à notre santé, les inégalités, le chômage et la pauvreté de masse, les épidémies, les famines et la violence armée.

Aucun sujet, aucun enjeu n'est trop important ou trop compliqué pour être soumis, dans les langues nationales, à notre expertise citoyenne. Accords économiques, monétaires, migratoires, militaires, investissements étrangers, prix des matières premières, industrialisation, emploi, chômage, dette intérieure et extérieure, éducation, santé, environnement, Etat, armée, ressources naturelles, rébellions, terrorisme, intégrisme religieux, coopération sous régionale, régionale et internationale, sont autant de questions d'actualité brûlante que nous pouvons affronter et contribuer à résoudre.

LA MERE SOCIALE OU LE « SYMBOLIQUE QUI UNIT »

Régis Debray écrit que contrairement au « *symbolique qui unit le diabolique est ce qui divise* ». *Le capitalisme financier est diabolique. C'est chacun pour soi, comme dans un naufrage* ». (Ne remplaçons pas notre réflexion par l'émotion. Entretien avec Régis Debray, La Croix du 13 janvier 2015).

« Nos cultures constituent notre meilleur atout dans la perspective d'un développement et d'un processus de démocratisation conformes à la légitime demande de justice et de dignité de nos peuples. « *C'est le lieu et le moment aujourd'hui, après l'acquisition de notre souveraineté nationale et internationale, après la libération totale de notre pays de la domination étrangère, de parler de la nécessaire décolonisation des mentalités. Mais toute culture recèle deux sortes d'éléments : des éléments positifs qui l'impulsent et contribuent à son enrichissement et*

des éléments négatifs qui freinent son évolution et la sclérosent pour ensuite la détruire » (Modibo Keita-Discours à l'Assemblée Nationale le 20/01/1961).

« *Maw folo* » ou « *les gens d'abord* » ou « *people first* » au naufrage global qui menace le monde. Karamoko Bamba du mouvement N'Ko insiste sur cette centralité de l'humain en ces termes « *L'humain n'est rien sans ses semblables ni à son propre insu.* » (*Mogo tè kè mogo ye i mogo nyongon ko, mogo tè kè mogo ye yèrè kunko*). Selon Karamoko Bamba, il y a, dit-il, en chaque femme trois mères dont les noms bamanan sont, *woloba* (la mère biologique), *lamoba* (l'éducatrice) et *ladonba* (la protectrice). La mère sociale qui n'est pas nécessairement la mère biologique, sait prendre soin, en plus de ses propres enfants, des enfants d'autrui. Elle pourra contribuer à imprimer une nouvelle dynamique à la participation des femmes à la reconstruction de ce que le capitalisme mondialisé et financiarisé est en train de détruire : au plan humain et social.

Les investissements dits structurants ne contribueront à la réconciliation, la paix et la sécurité humaine qu'en répondant aux besoins prioritaire des êtres humains. « *Vous pouvez investir dans le plus bel édifice au monde, si vous excluez les êtres humains, ils le détruiront* » prévient également Karamoko Bamba.

Nous sommes les mères de Mohamed Bouazizi et de ces centaines de millions de jeunes demandeurs d'emplois qui viennent, chaque année sur un marché du travail où attendent déjà, en piétinant, des millions de chômeurs. Cette réalité est la bombe qui fait implorer nos sociétés parce que les gouvernements et leurs partenaires au développement n'ont pas les moyens de la désamorcer dans le cadre des politiques économiques mises en œuvre. En s'immolant le 26 décembre 2010, le jeune tunisien, marchand ambulant de légumes de Sidy Bouazi, qui était excédé par la confiscation de sa charrette, n'a pas seulement mis le feu aux poudres en Tunisie avec des répercussions en Egypte et ailleurs, il a envoyé à l'Afrique et au monde un message dont le sens véritable est le suivant : sans justice économique, tout être humain est socialement mort.

« Comment une situation de barbarie pouvait-elle ne pas fabriquer des barbares ? Et pourquoi employer ce qualificatif à sens uniques ? ... » Ces monstres sont sortis de nos flancs. Nous les avons fabriqués... Toutes nos prétendues valeurs sont en cause à travers le contexte dans lequel les auteurs de ces actes ont grandi ». (Il a manqué quelque chose ce jour-là en France. www.lemonde.fr-11 février 2015 écrit avec justesse et à froid Monique Chemillier-Gendreau).

Nous sommes les mères de tous les combattants qui ont accepté de déposer les armes et qui ont tant envie de croire en un Mali juste prospère et fraternel.

Comment aller rapidement et sûrement vers l'instauration d'une paix durable au Mali, sur la base de l'Accord signé à Bamako le 20 juin 2015 ? Il est de la plus grande importance de communiquer entre Malien(ne)s d'alternatives au modèle néolibéral, d'inscrire la sortie de crise dans le cadre que ce système n'a pas d'avenir au Mali et dans le Sahel d'une manière générale.

Le facteur aggravant de la rébellion déclenchée le 17 janvier 2012 et qui le distingue des soulèvements précédents est précisément l'environnement économique et géopolitique dans lequel elle s'inscrit selon l'économiste-historien français, Nicolas Bavarez.

L'accord d'Alger (4 juillet 2006), le Pacte National (11 avril 1992) pas plus que l'accord de Tamanrasset (6 juillet 1991) n'avaient été précédés d'un examen critique du paradigme du développement alors que les effets dévastateurs des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) sur les communautés et l'environnement.

Nous sommes aussi les mères des jeunes filles scolarisées et diplômées dans toutes les disciplines - dont la science et la technologie et qui, de plus en plus, sont contraintes à émigrer. Il faut *« arbitrer sans arrêt, entre une dépense et une autre. Faut-il maintenir tel(le) ou tel(le) enfant à l'école ? Donner sa fille en mariage, pour réduire les dépenses qui impliquent pour la famille la poursuite de ses études ? Trouver du travail pour le garçon ou l'aider, voire l'inciter à émigrer ? Faut-il aller à l'hôpital et se voir délivrer une ordonnance kilométrique ou recourir à la « pharmacie par terre » ? (L'Afrique mutilée, Aminata Traoré et Nathalie M'Dela-Mounier, Taama Editions, 2012).* Celles qui parmi nous

ont eu accès à l'éducation mesurent l'ampleur et la gravité de la régression pour avoir eu droit dans les années 60 et 70 à un enseignement de qualité, l'internat, les soins de santé, une bibliothèque et un emploi à la fin de leurs études.

Nous sommes aussi les mères de toutes celles qui, diplômées ou pas, sont exposées à la prostitution plus ou moins déguisée dans les zones militarisées comme nous l'appréhendions « Femmes du Mali, dites « non » à la guerre par procuration » :(www.foram-mali.org).

Nous sommes les mères des 219 Lycéennes de Chibock qui restent introuvables en dépit de la campagne planétaire qui fait écho au cri de détresses de leurs familles « *Bring back our girls* ».

Nous sommes les mères de victimes maliennes, nigérianes, kenyanes, françaises, tunisiennes et autres du djihadisme et condamnons les crimes perpétrés avec la plus grande fermeté. Mais nous ne pouvons renier ceux qui les commettent, sans essayer de comprendre l'enchaînement calamiteux des faits. Comprendre ce n'est pas faire l'apologie du terrorisme mais traiter les maux à la racine, agir pour que, désespérés et habités par le sentiment d'être humiliés et socialement morts, les jeunes et les femmes ne se radicalisent pas.

Nous sommes de ce fait les mères des adolescentes et des fillettes devenues kamikazes et disons à leur sujet aussi « *Bring back our girls* ».

Nous sommes aussi les mères d'Amédée Coulibaly, de Moussa Coulibaly, solidaires avec nos sœurs battantes de la France, de l'Europe et d'ailleurs dont les fils et les filles partent au djihad par fanatisme, par désespoir, par défiance ou parce que leurrés.

Nous sommes les mères de Lassana Bathily dont l'acte héroïque d'avoir mis des clients du Super Casher à l'abri lors des attentats de janvier 2015 à Paris et a été récompensé par une naturalisation alors qu'il avait déjà risqué l'expulsion.

Nous sommes les mères de tous ces migrants ordinaires dont le nom ne sera pas même murmuré, ni écrit dans les journaux,

ni inscrit dans un document d'identité ou un dossier de demande de régularisation. Nous sommes les mères de tous ces réfugiés économiques, politiques et climatiques arrivent morts ou morts vivants par milliers aux portes de l'Europe forteresses ou finissent emprisonnés dans l'Europe carcérale.

La défiance politique s'inscrit sur le terrain de la religion sans qu'aucun débat démocratique ne vienne éclairer les déceptions et les aspirations profondes de ceux et celles qui ont cru qu'un changement de régime leur garantirait la justice et le respect de leurs droits.

Nous devons nous approprier le débat sur l'islam de manière à ne plus subir des interprétations du Coran qui justifient les inégalités, les discriminations et la violence, ni l'instrumentalisation de la cause des femmes par des donneurs de leçons de démocratie qui défendent d'abord leurs intérêts. Le nombre des associations musulmanes a explosé à la suite des événements de mars 1991 comme champ d'expression d'une demande de justice économique et sociale qui n'a pas trouvé de réponse lors de la transition.

Comment se servir du référentiel musulman dans le dialogue social, la négociation de la paix, de la réconciliation, la sécurité humaine et l'amélioration de la situation des femmes? Quelle est la différence entre les textes sacrés et le discours des religieux? Il ne s'agit pas que d'un débat théologique, mais d'un enjeu démocratique et d'un combat politique à intégrer dans la reconstruction et la réconciliation nationale.

Contrairement aux réformes économiques (libéralisation, privatisation) et institutionnelles (décentralisation) qui sont passées, la plupart du temps, comme une lettre à la poste, le code des personnes et de la famille a donné du fil retordre à l'Etat malien, désireux comme à son habitude de soigner son image de « démocratie exemplaire » auprès de ses partenaires techniques et financiers (PTF).

Nous sommes en mesure d'instaurer autour du code des personnes et de la famille un dialogue serein et constructif de manière à améliorer la qualité des relations entre hommes et femmes et au sein de la vie familiale à condition que la « communauté internationale » cesse comme elle le fait pour les rouages

économiques et institutionnels du système néolibéral de vouloir ajuster nos modes de pensée, de vie et d'organisation de nos sociétés, plus particulièrement notre conception de la famille, des relations entre femmes et hommes.

Nous sommes les sœurs des « citoyennes militairement incorrectes » d'Europe, des USA et d'autres régions du monde qui sont debout pour faire savoir que « *qu'un conflit armé fait tourner les usines d'armement, alors que la négociation les livrerait à la rouille* » (Andrée Michel ; Floch, *Femmes militairement incorrectes*. L'Harmattan, 1999). Les Complexes Militaro Industriels (CMI) écoulent leurs stocks d'armes aussi bien auprès des Etats que des islamistes, des rebelles et des milices (populaires ou privées) pour en produire d'autres plus performantes et plus coûteuses.

L'opération Serval devenue Barkhane, s'apparente pour nous, femmes pacifistes du Mali, à un mariage forcé. Alors qu'il a été scellé à notre insu à la demande d'un Président par intérim qui ne nous a pas consultées. Paris prétend que nous sommes toutes consentantes.

Si les djihadistes n'ont plus pignon sur rue à Tombouctou et Gao, libres d'infliger des châtiments corporels, d'imposer le port du voile aux femmes, ni de détruire les biens culturels et d'interdire chants, danses et activités sportives, ils n'ont pas été « neutralisés » ni même démobilisés mais dispersés et pour ceux qui sont recrutés localement, livrés à eux-mêmes.

Pourtant nous sommes aussi les mères de Damien Boiteux et de tous les soldats français, néerlandais et autres, les mères des casques bleus composés à plus de 80% de soldats africains qui comme leurs frères d'armes maliens.

Nous sommes les mères de tous les soldats, des FAMA (Forces Armées Maliennes), du Tchad, du Sénégal et d'ailleurs, morts au combat dans le nord de notre pays contre un ennemi sans visage. Les réticences des Occidentaux, qui veulent éviter des pertes en vies humaines en engageant leurs soldats au sol (*no boots on the ground*) en Irak et en Syrie, sont hautement édifiantes.

Nous ne nous sentons pas obligées d'exprimer notre gratitude à l'endroit de la « Communauté Internationale ». Nous avons, par contre le devoir de l'aider à diagnostiquer ses propres erreurs et échecs, si elle ne veut pas être juge et partie.

« Nous serons vulnérables aussi longtemps que l'ONU sera l'otage d'une poignée de puissances occidentales et infiltrée par les entreprises transnationales » (Susan George).

Lorsque les populations locales surnomment la MINUSMA AMUSEMENT, elle doit s'inquiéter et écouter. La présence de soldats étrangers engendre des situations inédites souvent conflictuelles mais rarement débattues. Leurs modes de vie et de consommation tranchent avec les mœurs et coutumes des communautés locales. Débits de boissons alcoolisées, prostitution plus ou moins déguisée et autres pratiques peuvent choquer et renforcer chez certains désœuvrés le sentiment de leur exclusion. Ils n'ont pas comme les casques bleus les moyens financiers de se marier, ni même d'offrir mobylettes et téléphones portables aux jeunes filles. Qu'avons-nous fait et que faisons-nous pour les accompagner en dehors des programmes officiels de démobilisation, de désarmement et de réinsertion qui ont révélé leurs limites?

Nous joignons nos voix à celle de ce groupe de hauts fonctionnaires des Nations-Unies qui à propos de la Syrie déclare : *« Nous, Occidentaux, sommes fatigués des guerres et nous sommes prêts à rejoindre la véritable communauté internationale en exigeant un monde fondé sur la Charte de l'ONU, la démilitarisation, le respect de la souveraineté nationale et l'égalité de toutes les Nations »* (09/09/2013).

Nous sommes les mères qui constatent que guerres, épidémies, famines et catastrophes naturelles justifient des missions qui deviennent des enclaves étrangères de privilégiés dans un environnement social et économique aux difficultés décuplées. Mission des Nations Unies au Rwanda (MINUAR), au Congo (MONUSCO), au Darfour (MINUAD), au Mali (MINUSMA) et en Centrafrique ((MINUSCA), l'ONU est sur tous les fronts pour des résultats souvent mitigés. Combien faudra-t-il de casques bleus pour maintenir la paix mise en péril par le déni de réalité? Comment éviter la prostitution plus ou moins déguisée et quelle

protection des femmes contre les violences sexuelles des casques bleus ?

Le réchauffement climatique **saura-t-il**, mieux que les insurrections populaires, les flux migratoires et le djihadisme, faire entendre raison aux dominants ?

Nous sommes des femmes du Sahel, victimes et mères de victimes du changement climatique et des préjudices infligés à l'environnement. « *Les pays riches vont devoir oublier la croissance s'ils veulent stopper le changement climatique* » prévient Nicolas Stern. (The Guardian du 11 septembre 2009).

Les émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés n'ont-elles pas infligé de graves préjudices aux écosystèmes et, par conséquent, aux populations de la bande sahélienne? Peut-on faire avancer l'écologie, la paix et la sécurité humaine en France et en Europe en continuant d'une main à piller l'Afrique à l'humilier et à se barricader ? Ne devons-nous pas l'accalmie enregistrée dans le nord du Mali entre 1996 et 2006 à la bonne pluviométrie et à l'augmentation des stocks de nourritures et des prix du bétail ? Les rébellions et le djihadisme ne sont-ils pas également des expressions du désespoir des populations face à ce phénomène ?

Prolifération et trafic des armes, de la drogue et des êtres humains (otages et migrants), criminalité transfrontalière, ont pris le pas sur les systèmes locaux de production et de distribution des richesses d'autant plus que la raréfaction des ressources productives (terres agricoles et ressources en eau...) et le chômage massif des jeunes et les inégalités. Les conflits intra et inter communautaires en ont été attisés.

DEMAIN L'AFRIQUE

Le défi majeur qui nous interpelle aujourd'hui n'est pas celui d'égaliser les hommes en descendant dans l'arène en vue de nous battre comme eux et contre eux avec des armes d'emprunt pour un idéal de société qui est en train de mener le monde droit dans le mur.

Cessons donc de faire du développement et de la démocratie juste une question d'égalité mathématique et de gouvernance technocratique.

La maturité politique et la lucidité requises de nous dans les circonstances actuelles voudraient que le défi démocratique intègre les enjeux macro-économiques et géostratégiques au lieu de son confinement actuel aux questions politiques, institutionnelles et juridiques.

Révolutionnons ensemble, gouvernants-gouvernés, notre manière de penser, de voir, de nous comporter entre hommes et femmes, d'éduquer nos enfants, de vivre et d'envisager l'avenir. Une approche alternative de la place et du rôle des femmes dans l'économie locale, le désendettement, le désarmement sont autant de défis qui sont à notre portée.

Contrairement aux Grecs, les Africains ne savaient de l'existence de la dette extérieure. Mis à part le Président Thomas Sankara, aucun dirigeant n'a ouvertement et publiquement dénoncé les dangers liés à cette situation. A la tribune de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), il déclarait en 1987 que *« la dette et une reconquête savamment organisée de l'Afrique (...) pour que chacun de nous deviennent esclave financier (...). Si nous ne payons pas nos bailleurs de fonds n'en mourront pas, soyons en sûrs. Par contre, si nous payons, c'est nous qui allons mourir et soyons en également sûr. Nous ne pouvons pas rembourser la dette par ce que nous n'avons pas de quoi payer (...) parce que nous ne sommes pas responsables de la dette... »*. Ce cycle infernal se perpétue avec la guerre sans fin contre le terrorisme dans laquelle nous sommes embarqués et sommés de payer la note. *« Un pays africain qui achète des armes ne peut l'avoir fait que contre un Africain. Ce n'est pas contre un Européen, ce n'est pas contre un pays asiatique. Par conséquent nous devons également dans la lancée de la résolution de la question de la dette trouver une solution au problème de l'armement »* dit également Thomas Sankara.

La montée en puissance de l'économie du partage avec les nouvelles technologies est une bonne nouvelle. *« La nouvelle société du coût marginal zéro »* visant à faciliter l'accès aux services et aux bien que Jeremy Rifkin propose est un système économique que nous avons les moyens de développer sans tarder. De centaines de milliers de jeunes revendiquent l'économie du partage qui est bel et bien une alternative au système capitaliste. Il s'agit de mettre en commun les ressources dans

l'intérêt général.

Le temps des femmes qui ne saurait être différent de celui des hommes et de l'Afrique dans son ensemble ne se décrète pas. Il nous faut d'abord faire notre deuil d'un modèle de développement qui appauvrit et humilie pour renouer avec la fibre humaniste, sociale et solidaire qui nous fait dire à propos de tous les sacrifiés du système « Ce sont nos enfants ».

Avant de prendre les armes ou le large (ou les deux), les jeunes auront cherché localement, mais en vain, pour la plupart d'entre -eux, à donner un sens à leur existence. Un regard, une oreille attentive, du travail, un revenu ou toute initiative de développement répondant effectivement à leur faim et à leur soif d'humanité auraient sauvé la plupart d'entre eux.

Les connaissances scientifiques qui peuvent sauver et développer durablement le Continent ont commencé à être répertoriées par des chercheurs en botanique, biodiversité, sols, conservation des graines, nutrition etc. Le professeur Ki Zerbo rappelle que « *L'appropriation et l'adoption des technologies par les Africains, femmes et hommes, en tant que héritage de l'humanité pour améliorer celles dont nous disposons localement et en créer de nouvelles doivent prévaloir sur notre tendance à tout emprunter, tout importer et, nous endetter* ».

De nouvelles formes de luttes politiques, sociales, syndicales, paysannes, féminines portées par des citoyen(ne)s, imprégné(e)s des enseignements des cinquante-cinq dernières années d'essais de développement et de partenariat, de démocratisation et de décentralisation s'imposent.

Au Mali, l'Université Citoyenne pour un autre développement (UCAD), que le FORAM et le CAHBA initient servira de creuset et de levier dans le débat d'idées, la capitalisation, la production et le partage de connaissances. Des intellectuels, des acteurs sociaux, culturels, politiques et institutionnels qui veulent contribuer à l'écriture de notre histoire à la lumière des conséquences gravissimes de l'échec du développement et du partenariat au développement en seront les protagonistes.

Jouer son rôle de mère sociale revient en somme à agir en femmes panafricaines, bâtisseuses d'une Afrique libre et souveraine dans un monde plus juste, post-racial, postcolonial, post-capital, post-croissance, post-carbone, dans le cadre d'un paradigme de développement et d'un partenariat respectueux de nos droits humains.

Nan laara, an saara « Si nous nous couchons, nous sommes morts » dit Joseph Ki Zerbo.

SIGNATAIRES

Aminata D TRAORE, Nathalie M'Dela MOUNIER, Clariste Soh MOUBE, Assétou Founè Samaké, Safy SY, Sylvie KONE, Kadiatou SISSOKO, Assitan KONE, Hawa KEITA, Ami KANOUTE, Oumou DIARRA, Mah BALLO, Mariam KONE, Fanta KONE, Mariétou KANTE, Koro TRAORE, Kadia DIASSANA, Assa DIARRA, Lala GUINDO, Nakana DOUMBIA, Ténin TOURE, Sogodogo Fatoumata SAMAKE, Oumou COULIBALY, Korotoumou BRETHER, Djéssira KONE, Fatoumata MARIKO, Bakoro KONE, Mah SIDIBE, Fanta COULIBALY, Aissata SISSOKO, Mariam SANOU, Minata DIARRA, Assitan KOUYATE, Ouley DIARRA, Badji BOUARE, Oumou KODIO, Vié SIDIBE, Assanatou KAREMBE, Mounnine N'DIAYE, Djénéba SISSOKO, Massiré TALL, Sarata SANOGO, Rosalie MARIKO, Amyssétou DIARRA, Minata DIARRA, Sanaba DOUMBIA, Mamou TOURE, Fanta ZERBO, Awa TOUMAGNON, Kadiatou KOUYATE, Fatoumata DIARRA, Mama KANTE, Ami BOCOUM, Alima ARBY, Mariam DIARRA, Assa DIARRA, Mme KEITA Marie Jeanne, Mme Diarra Rokiatou COULIBALY, Golé TOKARA, Amsétou DIARRA, Awani SOUCKO, Coumba SOUCKO, Natoma SIDIBE, Chata SIDIBE, Fatoumata SISSOKO, Rokia SACKO, Aissata COULIBALY, Safiatou DIAWARA, SANGARE Nana COULIBALI, KONARE Baoumou, TOURE Djénébou Sidibé, BERETHE Koriya, SAMAKE Hadia Ténindié, Mme SOW Djénéba, Mme SANGARE Oumou, SACKO Oumou, Mme FOMBA Yeffin, MAIGA Hamsatou Maïga, DIOP Maïmouna

SOUTIENS

Seydou Badian Kouyaté Ecrivain, Doyen El Hadj Youssouf Traoré (administrateur civil à la retraite), Samir Amin (Forum Mondial des Alternatives), Amadou Traoré dit Amadou Djicoroni (Editeur), Karamoko Bamba (Mouvement N'Ko), Jean Bosco Konaré (Historien/FORAM), Ismael Diabaté (N'Ko/FORAM), Madani Coumaré (GUAMINA/FORAM), Issa N'Diaye (Forum Civique), Broulaye Bagayoko (SP ADTM/Mali), Bibi DIAWARA (FORAM), Gaoussou DIALLO (Professeur d'enseignement secondaire/FORAM), Amadou TRAORE (Journaliste/FORAM), Boubacar TRAORE (FORAM), Cherif Sy, Taoufik Ben Abdallah (ARCADE), Demba Moussa Dembele (ARCADE), Boubacar Boris Diop (Ecrivain), Hélène Rama (FECSDA), Abdoul Sekou Sall (UCAD- Enda), Djama Kouyaté (FECSDA), Bon Goyelavic, Elimaw H Kane (LEGS-Africa), Oumar Boukari (Etudiant),

Amadou Tall (Worldview), Emilie Atchaka (CQDD), Solange Koné (ROAD), Khouala Zoghلامي (Etudiante), Ouattara Diakalia (FNNDP/FSA), Bah Djenebou (CNOSCE), Asmaou Diallo (PNUD/AVIPA), Mary Tandon, (SEATINI), Lidjetou Diarra Oumou (ABEFDD), Binda MGazoko, Jarre Chantal (CRID AFPS), Imbs François (CRID/CCFD), Malick Gaye (Enda.Rup), Oumar Tandina (Enda), Mah Kane (ARCADE), Nadine Diop (ENDA), Boubacar Bemba Diop (PAASI), Moussa Mbaye (ENDA), Edmond Edouard N’Gouan (PEI), Trabesli Samira (UGTT dynamique femmes), Silvia Voch (Freedence), Dialo Diop (RND), Aras Abdourahim (Alternative Sud), Morice Faye, Michael Doulson, Antonia Reis (interprète)